

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 9–13 novembre 2009

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

**Point 4 de l'ordre du
jour**

Pour examen

F

Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.2/2009/4-A

8 octobre 2009

ORIGINAL: ANGLAIS

POLITIQUE DU PAM EN MATIÈRE D'ALIMENTATION SCOLAIRE

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur de la Division des politiques, de la planification et des stratégies:	M. D. Stevenson	tél.: 066513-2325
---	-----------------	-------------------

Responsable de la politique en matière d'alimentation scolaire:	Mme N. Walters	tél.: 066513-2800
---	----------------	-------------------

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



RESUME

"À l'évidence, la question de savoir si l'alimentation scolaire permet effectivement d'atteindre les plus vulnérables ne se pose plus. La réponse est "oui". Confrontés à des crises mondiales, nous devons à présent nous concentrer sur la manière d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire conjuguant rationalité économique et viabilité, afin de soutenir et de protéger ceux qui ont le plus besoin d'aide, aujourd'hui comme demain"¹.

Le Programme alimentaire mondial a pour ambition de réduire la faim chez les écoliers, afin qu'elle n'entrave pas leur développement humain.

Le PAM a 45 ans d'expérience dans le domaine de l'alimentation scolaire. Tout au long de cette période, le Programme a aidé des millions d'enfants à devenir des adultes instruits et productifs. Ces adultes ont réussi à faire bénéficier leur famille d'une plus grande sécurité alimentaire, et leurs enfants sont en meilleure santé et plus instruits. Les bienfaits de l'alimentation scolaire et de l'éducation ont des répercussions tangibles sur les générations suivantes.

L'alimentation scolaire est un outil de protection sociale efficace. Elle contribue à protéger les enfants vulnérables en temps de crise. Porteuse d'avancées en matière de nutrition, d'éducation et d'égalité des sexes, elle présente également divers avantages socioéconomiques. L'alimentation scolaire peut également contribuer à redonner à des enfants qui vivent en situation d'insécurité un sens de la normalité dont ils ont grand besoin. Lorsque trouver de quoi nourrir la famille au jour le jour prend le pas sur l'avenir potentiel d'un enfant, la perspective d'un repas scolaire quotidien est une forte incitation à inscrire ses enfants à l'école et faire en sorte qu'ils soient assidus. Lorsque les programmes d'alimentation scolaire font appel à la production locale, l'économie locale bénéficie de retombées favorables dans une situation "gagnant-gagnant".

L'alimentation scolaire s'inscrit dans la durée. À ce jour, le PAM a transféré la responsabilité de programmes d'alimentation scolaire à 31 gouvernements nationaux qui les proposent toujours aujourd'hui.

Selon les estimations du PAM, en 2009, 66 millions d'enfants vont à l'école le ventre vide. La présente politique d'alimentation scolaire a pour objet de relever le défi qui consiste à aider ceux qui en ont le plus besoin, et à renforcer l'alimentation scolaire en tant qu'instrument de lutte contre la faim permettant d'atteindre les enfants les plus vulnérables, au moment où le PAM effectue sa transition de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire.

¹ Josette Sheeran, Directrice exécutive du PAM, et Robert B. Zoellick, Président de la Banque mondiale, avant-propos à: Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M. and Drake, L. 2009. *Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development and the Education Sector*. Washington DC. PAM et Banque mondiale.

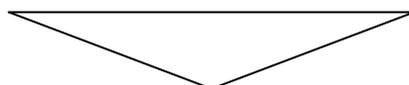


Cette politique propose une démarche, une justification et un objectif clairs et cohérents en matière d'alimentation scolaire; elle fixe un certain nombre de principes, précise le rôle du PAM et établit un cadre de référence pour la conception et la mise en œuvre d'interventions de qualité.

Les programmes d'alimentation scolaire doivent s'attacher à appliquer les critères suivants: stratégies de pérennisation; alignement satisfaisant sur les politiques et programmes nationaux; financement et budgets stables; programme axé sur les besoins, économiquement rationnel et bien conçu; solide dispositif institutionnel d'exécution, de suivi et d'obligation redditionnelle; stratégie locale de production et d'approvisionnement; partenariats et coordination intersectorielle solides; et participation et appropriation solides des communautés.

Le PAM aidera les gouvernements à faire appliquer ces critères par les pouvoirs publics, les donateurs et les parties prenantes, et à mieux faire comprendre l'intérêt que présente l'alimentation scolaire à tous ces acteurs comme solution pour lutter contre la faim et comme filet de sécurité. En coopération avec ses partenaires, il aidera les gouvernements à: définir des politiques et des stratégies nationales d'alimentation scolaire; à établir des dispositifs nationaux de coordination de l'alimentation scolaire; à fournir une assistance technique multisectorielle pour concevoir des programmes de qualité et économiques; à développer les capacités afin de garantir la viabilité des interventions; à assurer le financement des programmes d'alimentation scolaire; à appuyer la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire; et à appuyer l'élaboration d'une base de connaissances mondiale sur les meilleures pratiques, l'innovation et la recherche, en encourageant l'échange d'informations et l'apprentissage.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil prend note de la "Politique du PAM en matière d'alimentation scolaire" (WFP/EB.2/2009/4-A).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



INTRODUCTION

1. Le présent document décrit la finalité et les objectifs de l'alimentation scolaire et le rôle du PAM, les méthodes permettant d'atteindre les objectifs, ainsi que les outils de mesure des résultats. Cette politique a pour objet de fournir aux Directeurs régionaux, aux Directeurs de pays et à l'ensemble du personnel du PAM des indications sur les modalités de mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire et de gestion des budgets à appliquer pour réaliser un certain nombre d'objectifs spécifiques relatifs aux filets de protection sociale, à l'éducation, à la nutrition, à la santé et à d'autres domaines connexes.
2. Le document expose également le cadre conceptuel élaboré à partir des dernières recherches, des enseignements, des meilleures pratiques et des résultats des évaluations, sur lequel les analyses pourront désormais se fonder.

CONTEXTE

3. La présente politique d'alimentation scolaire a pris forme à un moment crucial. En raison de la crise économique actuelle, les pays se trouvent confrontés à une multitude de problèmes. Le PAM doit donc plus que jamais venir en aide aux plus démunis, mais il lui faut s'adapter à un environnement mondial en pleine mutation. Le nouveau Plan stratégique (2008-2011) aujourd'hui en vigueur lui offre une occasion unique de renforcer l'alimentation scolaire pour atteindre les enfants les plus vulnérables, dans le contexte de sa transition de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire.
4. Cette politique concorde avec les documents d'orientation du PAM concernant les questions d'alimentation scolaire². En outre, des recherches et des analyses qu'il a achevées en 2009 ont permis au PAM d'enrichir la base de connaissances, et elles amélioreront la qualité de ses programmes d'alimentation scolaire. Ces documents comprennent:
 - *Learning From Experience - Good Practices from 45 Years of School Feeding*. Cette étude du PAM a inspiré l'élaboration des normes de qualité de l'alimentation scolaire.
 - *Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development and the Education Sector*. Cette publication conjointe du PAM et du Groupe de la Banque mondiale propose une étude exhaustive des meilleures pratiques s'appuyant sur des éléments concrets et donne des indications sur la manière d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire efficaces.

² L'alimentation scolaire est évoquée dans les documents d'orientation suivants: WFP/EB.A/2008/5-A/1/Rev.1; WFP/EB.A/2004/5-A/1; WFP/EB.A/2004/5-A/2; WFP/EB.A/2004/5-A/3; WFP/EB.A/99/4-A; WFP/EB.1/2003/4-C; WFP/EB.3/2004/4-D/Add.1; WFP/EB.3/2004/4-B; WFP/EB.1/2009/5-A/Rev.1. Les documents de politiques suivants sont en rapport avec les programmes d'alimentation scolaire: WFP/EB.3/2004/4-A et WFP/EB.1/2003/4-B.



- *Home-Grown School Feeding: A Framework to Link School Feeding with Local Agricultural Production.* Cette étude, conduite par le PAM en 2008 et 2009 et financée par la Fondation Bill et Melinda Gates, explore les possibilités d'établir des passerelles entre les programmes d'alimentation scolaire et la production agricole locale dans les pays en développement.
 - *An Investment Case for School Feeding.* Ce document, rédigé par le PAM et le Boston Consulting Group (BCG), compare les coûts monétaires de l'alimentation scolaire et ses avantages économiques à long terme, en évaluant le ratio coûts/avantages et la valeur économique totale générée par l'alimentation scolaire.
5. Les gouvernements nationaux et les donateurs sont de plus en plus nombreux à reconnaître l'efficacité des programmes d'alimentation scolaire en tant que filets de protection sociale permettant d'améliorer les moyens de subsistance. Mais ces programmes sont également, à l'échelle des communautés, un moyen exceptionnel pour investir à long terme dans le capital humain en vue de réduire la faim, tout en obtenant des effets directs en matière de nutrition, d'éducation et d'égalité des sexes.
 6. En 2008, 20 gouvernements ont utilisé des programmes d'alimentation scolaire comme filets de protection sociale face à la crise alimentaire. Pour répondre à la crise alimentaire planétaire, le Groupe de la Banque mondiale a lancé un mécanisme d'intervention qui a permis de mobiliser 2 milliards de dollars É.-U.; l'objectif consiste à aider les pays à faire face à la crise des produits alimentaires et des combustibles, notamment en transposant les programmes d'alimentation scolaire à plus large échelle. Le PAM a étendu ses projets d'alimentation scolaire à 5 millions d'enfants supplémentaires, ainsi que leur famille, dans 17 pays: Bangladesh, Bénin, Burundi, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Kenya, Libéria, Mozambique, Nicaragua, Pakistan, République centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone, Tadjikistan et Territoire palestinien occupé; les pays ayant enregistré la plus forte augmentation du nombre des bénéficiaires sont le Bangladesh, Haïti, le Pakistan, le Sénégal et le Tadjikistan.
 7. Aujourd'hui, peut-être pour la première fois dans l'histoire, tous les pays du monde tentent de nourrir leurs écoliers, d'une manière ou d'une autre, et à plus ou moins grande échelle. Rares sont les programmes de protection sociale qui réunissent autant d'avantages multisectoriels – éducation, égalité des sexes, sécurité alimentaire, réduction de la pauvreté, nutrition et santé – en une seule intervention. Pourtant, c'est dans les pays les plus pauvres et les plus exposés à l'insécurité alimentaire que la couverture de l'alimentation scolaire présente le plus de failles.
 8. Une coalition mondiale regroupant des gouvernements, le PAM, la Banque mondiale, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG) partenaires, des instituts de recherche et d'enseignement et des représentants du secteur privé se met progressivement en place afin qu'aucun enfant n'aille à l'école le ventre vide.
 9. Le PAM travaille avec et aux côtés des gouvernements, ONG, organismes des Nations Unies, partenaires privés et autres parties prenantes pour distribuer aux enfants des repas scolaires. Premier organisateur de programmes d'alimentation scolaire au monde investissant chaque année près d'un demi milliard de dollars, le PAM appuie maintenant la fourniture de repas à 22 millions d'écoliers en moyenne, dont près de la moitié sont des filles, dans 70 pays. On estime que 3,2 milliards de dollars sont requis pour atteindre les 66 millions d'enfants qui vont à l'école le ventre vide dans les pays en développement.



10. Les mérites de l'alimentation scolaire ont été reconnus dans de nombreuses instances internationales, et celle-ci bénéficie de l'engagement et du soutien des gouvernements. Le Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies (2005) a recommandé de renforcer l'alimentation scolaire pour atteindre tous les enfants vivant dans des zones particulièrement exposées à la famine, en utilisant des aliments produits localement. L'alimentation scolaire répond directement aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) relatifs à la faim et à la pauvreté (OMD 1), à l'éducation (OMD 2) et à l'égalité des sexes (OMD 3), et participe indirectement à la réalisation de tous les autres OMD. Les programmes d'alimentation scolaire contribuent aussi à la réalisation des six objectifs "Éducation pour tous" du Cadre d'action de Dakar adopté à l'occasion du Forum mondial sur l'éducation, organisé au Sénégal en 2000. L'alimentation scolaire est l'une des composantes du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique adopté par le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en 2003, puis approuvée lors du Sommet de l'Union africaine sur la sécurité alimentaire qui s'est tenu à Abuja en 2006. L'alimentation scolaire a également été prise en compte dans le Plan d'action défini pour 2008-2010 lors du Sommet Afrique-Union européenne, et qualifiée de stratégie de premier plan à l'occasion de la réunion du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous tenue en 2007 à Dakar. Plus récemment, en réponse à l'impact de la hausse des prix alimentaires, l'alimentation scolaire a été prévue dans divers plans d'action et déclarations et, lors des sommets du G8, il a été reconnu qu'elle était un filet de sécurité important pour lutter contre la faim.
11. Tout comme le G8 avait appuyé le combat contre la faim, les dirigeants et les experts du monde entier, réunis à Bellagio, en Italie, en juillet 2009, ont indiqué que les outils de protection sociale et les filets de sécurité fondés sur l'aide alimentaire, par exemple les programmes d'alimentation scolaire, étaient des moyens cruciaux pour s'attaquer à la faim et à la malnutrition, et s'assurer que les enfants vulnérables qui ne mangent pas à leur faim aient accès à la nourriture.

POURQUOI L'ALIMENTATION SCOLAIRE?

12. Les programmes d'alimentation scolaire aident à réduire la vulnérabilité face à la faim et à protéger et renforcer les moyens de subsistance, en investissant dans le capital humain par une santé, une nutrition et une éducation améliorées. Ce faisant, ils peuvent assurer de façon efficiente et efficace la transition entre les mesures d'urgence et de redressement et le développement à moyen et à long termes.
13. L'alimentation scolaire entraîne des effets directs qui se renforcent mutuellement; elle aide ainsi les ménages à s'extraire de la pauvreté et contribue à briser le cercle vicieux de la faim qui se reproduit de génération en génération. Elle favorise également l'éducation; or l'éducation se traduit, en particulier pour les filles, par des progrès sur le plan de la sécurité alimentaire, la santé et la nutrition, autant de facteurs dont les effets contribuent à éliminer la faim.
14. Un résumé de données tirées de travaux de recherche universitaires est présenté ci-après.



L'alimentation scolaire, filet de protection sociale – nutrition, éducation, égalité des sexes, orphelins et autres enfants vulnérables, transfert de valeur – et plate-forme offrant des avantages socioéconomiques plus étendus

⇒ *Alimentation scolaire et nutrition*

15. **Lorsque les élèves de l'école primaire bénéficient d'une meilleure nutrition et ont moins de problèmes de santé, ils apprennent mieux et leur morbidité diminue**, ce qui leur permettra de vivre en meilleure santé. Les programmes d'alimentation scolaire ne se bornent pas à soulager la faim des enfants à l'école; ils renforcent également leur nutrition, surtout lorsque les aliments sont enrichis en micronutriments, augmentant ainsi les chances d'améliorer leur santé, leurs résultats scolaires et leur niveau d'instruction.
16. **L'alimentation scolaire permet d'améliorer le régime alimentaire et se traduit par un accroissement net des apports en énergie et en kilocalories**³. En outre, les carences en micronutriments sont très courantes chez les enfants d'âge scolaire dans les pays en développement; ils sont donc plus sujets aux infections, ce qui renforce l'absentéisme et compromet leurs capacités d'apprentissage et leurs facultés cognitives^{3,4,5,6,7}. L'amélioration de l'état micronutritionnel moyennant l'enrichissement des aliments ou l'administration de micronutriments en poudre — fer, vitamines B, vitamine A et iode notamment — contribue directement à l'amélioration des capacités d'apprentissage et des facultés cognitives. Des études récentes réalisées au Kenya⁸ et en Ouganda⁹ ont montré qu'aussi bien les repas pris à l'école que les rations à emporter se traduisent par une réduction de la prévalence de l'anémie.
17. **C'est également chez l'enfant d'âge scolaire que les infestations vermineuses sont les plus virulentes**¹⁰. Un quart à un tiers des enfants d'âge scolaire sont infestés par un ou plusieurs des helminthes les plus courants (ascarides, trichures ou ankylostomes). Les infestations les plus sévères sont également facteur de morbidité, de dénutrition et de

³ Kristjansson, E.A., Robinson, V., Petticrew, M., MacDonald, B., Krasevec, J., Janzen, L., Greenhalgh T., Wells, G., MacGowan, J., Farmer, A., Shea, B.J., Mayhew, A. and Tugwell, P. 2007. School feeding for improving the physical and psychosocial health of disadvantaged students. *Cochrane Database of Systematic Reviews*: 1.

⁴ Van Stuijvenberg, M.E. 2005. Using the School Feeding System as a Vehicle for Micronutrient Fortification: Experience from South Africa. *Food and Nutrition Bulletin*, 26: S213–S219.

⁵ Latham, M.C., Ash, D.M., Makola, D., Tatala, S.R., Ndossi, G.D. and Mehansho, H. 2003. Efficacy Trials of a Micronutrient Dietary Supplement in Schoolchildren and Pregnant Women in Tanzania. *Food and Nutrition Bulletin*, 24: S120–S128.

⁶ Solon, F.S., Sarol, J.N., Bernardo, A.B.I., Mehansho, H., Sanchez-Fermin, L.E., Wambangco, L.S. and Juhlin, K.D. 2003. Effect of a multiple-micronutrient-fortified fruit powder beverage on the nutrition status, physical fitness, and cognitive performance of schoolchildren in the Philippines. *Food and Nutrition Bulletin*, 24:S129–140.

⁷ Grillenberger, M., Neumann, C.G., Murphy, S.P., Bwibo, N.O., van't Veer, P., Hautvast, J. and West, C.E. 2003. Animal Source Foods to Improve Micronutrient Nutrition and Human Function in Developing Countries. *The Journal of Nutrition*, 133 (11S-II). Supplement.

⁸ Andang'o, P.E.A., Osendarp, S.J.M., Ayah, R., West, C.E., Mwaniki, D.L., Wolf, C.A.D., Kraaijenhagen, R., Kok, F.J. and Verhoef, H. 2007. Efficacy of iron-fortified whole maize flour on iron status of schoolchildren in Kenya: a randomised controlled trial. *Lancet*, 369: 1799–1806.

⁹ Adelman, S., Alderman, H., Gilligan, D.O. and Konde-Lule, J. 2008. The Impact of Alternative Food for Education Programs on Child Nutrition in Northern Uganda. Washington DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

¹⁰ Jukes, M.C.H., Drake, L.J., Bundy, D.A.P. 2008. School Health, Nutrition and Education for All: Levelling the Playing Field. Wallingford, UK, CABI Publishing.



carences en fer. Les anémies ferriprives sont un problème majeur chez les enfants d'âge scolaire, puisqu'elles touchent plus de la moitié d'entre eux à travers le monde. Les données recueillies autorisent à penser que le déparasitage s'accompagne d'un recul sensible de l'anémie^{11,12}. De fait, le déparasitage est indispensable dans les situations de forte prévalence, afin de préserver un bon état nutritionnel et d'obtenir une meilleure absorption des aliments ainsi qu'une amélioration des facultés cognitives^{13,14,15,16}.

18. **Articulation avec la petite enfance.** L'alimentation scolaire des enfants de moins de 6 ans peut contribuer à leur donner un meilleur départ sur le plan de la santé et à leur ouvrir la voie d'un avenir prometteur. Il est démontré¹⁶ qu'une nutrition déficiente durant la petite enfance se répercute sur le développement des facultés cognitives et les capacités d'apprentissage: une mauvaise santé et une nutrition carencée représentent un handicap supplémentaire en matière d'éducation. Le développement de la scolarisation en maternelle peut améliorer les résultats scolaires et l'équité entre les enfants en âge de fréquenter l'école primaire. Il convient de considérer que l'alimentation scolaire fait partie d'un tout et constitue l'une des nombreuses interventions envisageables afin de contribuer à la nutrition des enfants d'âge préscolaire et scolaire. L'alimentation scolaire ne cible pas directement la malnutrition pendant la grossesse et chez les nourrissons et les jeunes enfants, autrement dit pendant les années les plus décisives s'agissant des effets immédiats et durables sur les capacités cognitives¹⁰. Elle ne peut se substituer, par exemple, aux interventions nutritionnelles menées entre 6 mois et 2 ans dans le cadre de la santé maternelle et infantile (SMI), ou aux interventions sous forme d'alimentation supplémentaire ou thérapeutique. Toutefois, la scolarisation et les soins de santé en classe de maternelle peuvent contrecarrer les déficiences résultant de la petite enfance¹⁷. L'alimentation scolaire dans les écoles maternelles (entre 3 et 5 ans) peut être considérée comme un outil de prévention susceptible de pallier l'absence d'interventions entre la toute petite enfance et l'âge de la scolarisation primaire (entre 6 et 11 ans) dans les pays où les écoles maternelles font partie du paysage éducatif. Lorsque l'on fait appel à l'alimentation scolaire pour atteindre les enfants d'âge préscolaire, il faut veiller à ce que les repas fournis à l'école soient aussi nutritifs que possible afin de contribuer à une croissance équilibrée associant prise de poids et augmentation de la taille.

¹¹ Brooker, S., Hotez, P.J. and Bundy, D.A.P. 2008. Hookworm-Related Anaemia among Pregnant Women: A Systematic Review. *PLoS Neglected Tropical Diseases*, 2(9): e291.

¹² Gulani, A., Nagpal, C., Osmond, C. and Sachdev, H.P.S. 2007. Effect of Administration of Intestinal Anthelmintic Drugs on Haemoglobin: Systematic Review of Randomised Controlled Trials. *British Medical Journal* 334 (7603): 1095.

¹³ Sonnino, R. 2007. Local School Meals in East Ayrshire, Scotland: A Case Study. Rome, PAM.

¹⁴ Grigorenko, E.L., Sternberg, R.J., Jukes, M., Alcock, K., Lambo, J., Ngorosho, D., Nokes, C. and Bundy, D.A. 2006. Effects of antiparasitic treatment on dynamically and statically tested cognitive skills over time. *Journal of Applied Developmental Psychology*, 27: 499–526.

¹⁵ Nokes, C., Grantham McGregor, S.M., Sawyer, A.W., Cooper, E.S., Robinson B.A. and Bundy, D.A. 1992. Moderate to heavy infections of *Trichuris trichiura* affect cognitive function in Jamaican school children. *Parasitology*, 104: 539–547.

¹⁶ Bundy, D. 2005. School-Based Health and Nutrition Programs. *Food and Nutrition Bulletin*, 26: S186–S192.

¹⁷ UNESCO. 2009. Rapport mondial de suivi 2009 sur l'Éducation pour tous. New York.



⇒ *Alimentation scolaire et éducation*

19. Les enfants instruits ont plus de chances de parvenir à se nourrir et à nourrir leur famille une fois adultes. L'alimentation scolaire a longtemps servi d'incitation pour que les parents inscrivent leurs enfants à l'école^{18,19,20} et veillent à ce qu'ils la fréquentent assidûment^{3,21,22}. L'importance du transfert de valeur et les caractéristiques du marché du travail des enfants influencent l'impact de l'alimentation scolaire sur l'accès à l'école (inscription, assiduité et poursuite des études), surtout dans les ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire.
20. Les repas pris à l'école et les rations à emporter sont un moyen efficace de cibler des groupes de population. Les deux méthodes se sont avérées particulièrement utiles pour encourager la scolarisation des filles là où l'accès à l'éducation est limité¹⁸.
21. Les aliments consommés à l'école peuvent soulager momentanément la faim immédiate, ce qui favorise beaucoup l'apprentissage. Les enfants qui n'ont pas faim sont plus attentifs et ont des capacités cognitives supérieures^{3,523}. La ration doit être servie dès que possible dans la journée pour que les enfants en tirent le bénéfice maximal lorsqu'ils sont à l'école. Il est donc essentiel de choisir un horaire judicieux pour les repas ou les collations afin que les enfants n'aient pas faim et en retirent des avantages sur le plan cognitif.
22. Une atténuation à court terme de la faim des enfants à l'école peut contribuer à améliorer leurs résultats scolaires et faciliter le passage normal de classe en classe, jusqu'à l'achèvement de la scolarité de base⁹.

⇒ *Alimentation scolaire, problématique hommes-femmes et orphelins et autres enfants vulnérables*

23. Il est démontré que l'alimentation scolaire est un facteur qui favorise l'éducation. Or les filles qui ont reçu une instruction ont généralement moins d'enfants, ceux-ci sont en meilleure santé, et leur famille bénéficie de la sécurité alimentaire²⁴. L'alimentation scolaire réduit les inégalités entre les sexes à l'école et contribue à l'émancipation des femmes. Elle améliore également leur protection par rapport au VIH/sida et leur accès à l'emploi. Une étude menée en Ouganda a montré que, pour les filles, chaque année d'études supplémentaire réduit le risque de contamination par le VIH/sida de 6,7 pour cent²⁵. Ces changements dans la vie des filles se répercuteront nécessairement sur la vie de leur progéniture. Les taux de mortalité maternelle et infantile ne peuvent que diminuer et les filles plus instruites feront des choix en meilleure connaissance de cause. Selon les estimations de la Banque mondiale, pour les filles, une seule année de scolarisation

¹⁸ Edström, J., Lucas, H., Sabates-Wheeler, R. and Simwaka, B. 2008. A Study of the Outcomes of Take-home Ration Food Rations for Orphans and Vulnerable Children in Malawi. Research Report. Nairobi, UNICEF ESARO.

¹⁹ Ahmed, A.U. 2002. *Food for Education Program in Bangladesh: An Evaluation of Its impact on Educational Attainment and Food Security*. Washington DC, IFPRI.

²⁰ Lazamaniah, A., Rameshwar Sarma, K.V., Hanumantha Rao, D., Reddy, Ch. Gal., Ravindranath, M., Vishnuvardhan Rao, M. and Vijayaraghavan, K. 1999. Impact of Mid-Day Meal Program in Educational and Nutritional Status of School Children. *Indian Pediatrics*, 36: 1221–1228.

²¹ Simeon, D.T., and Grantham McGregor, S. M. 1989. Effects of Missing Breakfast on the Cognitive Functions of School Children with Differing Nutritional Status. *American Journal of Clinical Nutrition*, 49: 646–653.

²² Jacoby E., Cueto, S. and Pollitt, E. 1996. Benefits of a school breakfast programme among Andean children in Huaraz, Peru. *Food and Nutrition Bulletin*, 17:54–64.

²³ Simeon, D.T. 1998. School Feeding in Jamaica. *American Journal of Clinical Nutrition*, 50: 760s–794s.

²⁴ Banque mondiale. 2007. *Girls' Education in the 21st Century*. Washington DC.

²⁵ De Walque, Damien. 2004. How does the impact of an HIV/AIDS information campaign vary with educational attainment? Evidence from rural Uganda. Washington DC, Banque mondiale.



supplémentaire se traduit par une baisse de 10 pour cent du taux de fécondité²⁶; chaque année d'allongement de la scolarisation de 1 000 filles permettrait de prévenir le décès de 60 nourrissons²⁴.

24. En Inde, il ressort de l'évaluation du Programme national de distribution de repas en milieu de journée que les filles qui en bénéficient ont 30 pour cent de chance en plus d'achever le cycle primaire²⁷. Au Pakistan, dans le cadre d'un programme qui fournit chaque mois une ration d'huile à emporter aux filles à condition qu'elles soient scolarisées, la façon de penser et d'agir des parents a changé. Avant le démarrage du programme, 48 pour cent des ménages n'envoyaient aucune de leurs filles à l'école, tandis qu'après, tous les ménages en scolarisaient au moins une²⁸.
25. Si les repas scolaires sont associés à des rations à emporter, les effets sur les filles sont encore plus forts. Les rations à emporter incitent les filles à s'inscrire à l'école et à y rester et favorisent leur progression de classe en classe, ce qui permet de combler l'écart entre les sexes à l'école. Il ressort d'une importante étude du PAM que les programmes qui associent les repas sur place et les rations à emporter entraînent une augmentation des taux de scolarisation des filles dans les classes supérieures²⁹. Parallèlement, au Bangladesh, les écoles qui ont mis en œuvre le programme de rations à emporter ont vu le taux d'inscription des filles grimper de 44 pour cent et celui des garçons de 28 pour cent; dans la même période, les inscriptions ont à peine augmenté de 2,5 pour cent dans les autres écoles^{30,31}.
26. D'après un examen sur dossier réalisé par le PAM en 2009, 500 000 orphelins et enfants touchés par le VIH dans neuf pays recevaient des repas du PAM à l'école, des rations à emporter ou les deux à la fois en 2008 à titre d'incitation à la scolarisation pour atténuer la charge pesant sur les familles.

⇒ *L'alimentation scolaire en tant que transfert de valeur*

27. Durant les périodes de crise et d'érosion du pouvoir d'achat, les familles se tournent souvent vers des mécanismes de survie dangereux, dont le retrait des enfants de l'école pour économiser sur les frais de scolarité et d'autres dépenses associées³². Les programmes d'alimentation scolaire peuvent contribuer à inciter les ménages à continuer d'investir dans l'éducation en prenant en charge une partie des frais et en encourageant les parents à inscrire leurs enfants à l'école, à veiller à leur assiduité et à leur faire achever un cycle complet. Les enfants sont ainsi moins exposés au risque de travailler (dans un cadre formel ou informel) et leur intégration sociale est plus facile³³.

²⁶ Summers, Lawrence H. 1992. *Educating All the Children*. Policy Research Working Papers Series. Washington DC, Banque mondiale.

²⁷ Drèze, J. and Kingdon, G.G. 2001. School participation in rural India. *Review of Development Economics*, 5:1-24.

²⁸ PAM. 2005. *Impact Assessment Study: Assistance to Girls' Primary Education in Pakistan*. Rome.

²⁹ Gelli, A., Meir, U. and Espejo, F. 2006. *Supporting Girls' Education*. Rome, PAM.

³⁰ Gelli, A., Meir, U. and Espejo, F. 2007. Does Provision of Food in School Increase Girls' Enrolment? Evidence from Schools in Sub-Saharan Africa. *Food and Nutrition Bulletin*, 28:149-155.

³¹ Grosh, M., del Ninno, C., Tesliuc, E. and Ouerghi, A. 2008. *For Protection and Promotion: The Design and Implementation of Effective Safety Nets*. Washington DC, Banque mondiale.

³² Banque mondiale. 2009. *Averting a Human Crisis during the Global Downturn*. Conference Edition. Washington DC.

³³ Paruzzolo, S. 2009. *The Impact of Programs Relating to Child Labor Prevention and Children's Protection*. Understanding Children's Work Project. OIT, UNICEF, Banque mondiale.



28. Il est reconnu que l'alimentation scolaire constitue un filet de protection sociale qui apporte un transfert de valeur non négligeable; selon les estimations, les repas fournis à l'école représentent à eux seuls 11 pour cent des revenus des ménages³¹ – pour les ménages dont les enfants sont scolarisés et, potentiellement, pour ceux qui ont des enfants d'âge scolaire. Ce transfert de valeur libère des ressources au sein des ménages, ce qui leur permet d'acheter des aliments et d'investir dans des actifs productifs; cela se traduit en fin de compte par une amélioration des moyens de subsistance, de la nutrition et de l'éducation.

Définition du filet de protection sociale

Les filets de protection sociale sont un sous-ensemble de systèmes de protection sociale plus larges. Ils incluent généralement des transferts en espèces ou en nature, avec ou sans cotisation (par exemple, transferts en espèces sous conditions, alimentation scolaire, vivres contre travail, espèces contre travail et bons d'alimentation), ainsi que d'autres interventions visant à améliorer l'accès à la nourriture et aux produits de base, comme des subventions aux prix. Selon les objectifs d'un programme et ses caractéristiques, les filets de protection sociale peuvent avoir des effets directs très variés, par exemple, améliorer la nutrition ou l'éducation ou transférer des revenus vers des ménages ciblés.

Source: PAM (2004a). Document de politique général sur le PAM et les filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire.

29. Le transfert de valeur équivaut à la valeur des aliments distribués à l'enfant à l'école, à la valeur des rations à emporter, ou à la valeur des deux. Le système atténue également la faim à court terme, tout en allant dans le sens d'objectifs à long terme relatifs au niveau d'études et à l'amélioration de la nutrition et la santé. La fourniture de vivres incite les ménages à envoyer et maintenir leurs enfants à l'école.

30. Les transferts de valeur liés à l'alimentation scolaire peuvent induire une augmentation des taux d'inscription et d'assiduité, même dans les périodes où les familles exposés à l'insécurité alimentaire et dont le pouvoir d'achat est faible risqueraient de recourir à des stratégies de survie dangereuses, dont le retrait des enfants de

l'école.

31. Les rations à emporter constituent l'outil idéal pour renforcer les avantages qu'offre le filet de protection sociale de l'alimentation scolaire: la valeur et l'impact du transfert ne se limitent plus aux avantages que l'enfant tire d'un repas de cantine. Avec les rations à emporter, il est plus facile de cibler des groupes spécifiques qui sont susceptibles d'être plus démunis, tels que les filles, les orphelins et autres enfants vulnérables d'âge scolaire, voire d'autres membres d'une famille.

⇒ *L'alimentation scolaire en tant que plate-forme offrant des avantages socioéconomiques plus étendus*

32. L'alimentation scolaire atteint son efficacité maximale lorsqu'elle s'inscrit dans un ensemble plus vaste d'interventions sanitaires et nutritionnelles; elle peut alors servir de plate-forme permettant de fédérer ces interventions afin de multiplier les effets directs sur le développement, notamment:

- **Acheter localement pour développer les économies locales:** L'achat de denrées produites et préparées localement, mieux acceptées par les enfants, qui produisent des effets directs en matière de nutrition et d'apprentissage est un facteur décisif pour la diffusion des avantages à la population locale, au-delà de l'enceinte de l'école³. Lorsque les denrées sont achetées et transformées sur place, les filières qui se créent sont susceptibles de doper le développement économique de la région, par exemple sous forme d'une hausse des revenus des agriculteurs. Il a été démontré que les dispositifs d'achat local mis en œuvre par les pays à revenu intermédiaire et à haut



revenu ont un effet favorable sur l'économie locale¹³. Dans certains pays, il est établi que les achats locaux effectués dans le cadre de programmes de revitalisation économique ou après une catastrophe se sont traduits par une progression des ventes des paysans locaux³⁴. Il ressort d'une modélisation effectuée au Kenya que le revenu annuel de 175 000 petits exploitants locaux augmenterait de 50 dollars si le maïs était acheté sur place dans le cadre du programme d'alimentation scolaire³⁵. La conclusion générale est la suivante: si l'alimentation scolaire faisait appel à l'approvisionnement local, cela stimulerait la croissance de l'agriculture³⁶. Les programmes nationaux peuvent stimuler les économies locales et favoriser le démarrage et le développement d'entreprises telles que les petites exploitations agricoles et les petites sociétés de restauration.

- **De nouvelles opportunités de développement:** Les programmes d'alimentation scolaire peuvent servir de plate-forme aux gouvernements et aux partenaires pour introduire à l'école des interventions portant, par exemple, sur l'approvisionnement en eau salubre et l'assainissement, la nutrition, la santé et l'hygiène, l'éducation ainsi que les technologies et pratiques respectueuses de l'environnement telles que fourneaux économes en combustible, parcelles boisées et potagers éducatifs.
- **L'alimentation scolaire, un investissement judicieux:** Dans le cadre d'une analyse coûts/avantages qu'ils ont effectuée conjointement au Kenya et en République démocratique populaire lao en 2009, le Boston Consulting Group et le PAM ont comparé les coûts correspondant à la conception, la mise en place et l'exécution des interventions d'alimentation scolaire et les avantages qui découlent des trois principaux effets directs de ces interventions: hausse du niveau d'éducation, amélioration de la nutrition et de la santé et transfert de valeur en faveur des bénéficiaires. Il ressort de cette étude que l'alimentation scolaire se traduit par des progrès sur le plan de la scolarisation, de l'assiduité et des facultés cognitives, un recul des abandons scolaires et de la morbidité et une meilleure sensibilisation aux maladies. Tous ces facteurs entraînent une hausse des salaires perçus et un allongement de la durée de la vie active, soit, au total, une progression du montant des revenus perçus au cours de la vie. Les repas pris à l'école et les rations à emporter se traduisent par des économies pour les ménages, ce qui peut aboutir à un meilleur rendement des investissements. Cette analyse a également mis en lumière les effets de renforcement mutuel et de multiplication des différents avantages directs qui font de l'alimentation scolaire une intervention irremplaçable. L'étude aboutit à deux conclusions: les investissements en faveur de l'alimentation scolaire engendrent une valeur économique importante et la conjugaison des différents effets directs de l'alimentation scolaire en fait un filet de protection sociale privilégié qui offre des avantages à court, moyen et long terme.

³⁴ Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M. and Drake, L. 2009. *Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development and the Education Sector*. Washington DC, PAM et Banque mondiale.

³⁵ Brinkman, H.J., Aberman, N., Baissas, M., Calef, D., Gingerich, C., Subran, L., Gelli, A., Sharma, M. and Stoppa, A. 2007. Home-Grown School Feeding to Support Local Farmers in Africa. Document présenté au PAM.

³⁶ Devereux, S., Sabates-Wheeler, R., Guenther, B., Dorward, A., Poulton, C. and Al-Hassan, R. 2008. *Linking Social Protection and Support to Small Farmer Development*. Rome, FAO.



LE PAM ET L'ALIMENTATION SCOLAIRE

33. Depuis plus de 45 ans, le PAM met en œuvre des programmes d'alimentation scolaire dans des contextes très variés, qu'il s'agisse du début d'une situation d'urgence, d'une intervention prolongée de secours, d'une situation de lendemain de crise ou encore d'un environnement stable. Le PAM est très présent sur le terrain et a des capacités reconnues en matière d'élaboration de politiques, d'évaluation des besoins, d'analyse de la vulnérabilité et de ciblage, de conception et de gestion des programmes, de logistique et d'achats. Ces compétences très spécialisées du PAM sont des atouts précieux pour mettre en œuvre efficacement des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale ainsi que pour donner des conseils judicieux aux gouvernements et leur transmettre le savoir-faire.
34. Le Programme a noué de bonnes relations avec de multiples acteurs, il a obtenu l'engagement des gouvernements en faveur de l'alimentation scolaire, et il dispose d'un réseau solide de partenaires coopérants. Il est par conséquent le premier coordonnateur international de programmes d'alimentation scolaire au monde.

L'ambition du PAM

35. Le PAM a pour ambition de réduire la faim chez les écoliers, afin qu'elle ne fasse pas obstacle à leur développement.

Les principes directeurs du PAM

36. Le PAM entend aider les gouvernements à mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire conçus conformément à huit principes directeurs pour l'élaboration de programmes d'alimentation scolaire durables et d'un coût abordable. Ces principes guident la conception et l'exécution de tous les programmes d'alimentation scolaire. On trouvera à l'annexe I les indicateurs associés à chaque principe.

⇒ *Viabilité à terme*

37. Les programmes d'alimentation scolaire doivent intégrer dès le départ le principe de viabilité. Il est important que la durabilité soit prévue moyennant une stratégie de transition convenue entre le gouvernement, le PAM et les parties prenantes en précisant les délais, les cibles et les critères de référence qui permettront de mesurer la réalisation des objectifs.

⇒ *Alignement satisfaisant sur les politiques et programmes nationaux*

38. Lorsque l'alimentation scolaire est inscrite dans les cadres directeurs nationaux, les activités ont plus de chances de se poursuivre durablement et leur mise en œuvre d'être satisfaisante.

⇒ *Financement et budgets stables*

39. La stabilité du financement est une condition préalable de la viabilité. La prise en compte de l'alimentation scolaire dans les processus nationaux de planification et de budgétisation permet de garantir que celle-ci bénéficiera de crédits budgétaires nationaux. Une ligne budgétaire réservée à l'alimentation scolaire permet d'en assurer la pérennité.



⇒ *Programme axé sur les besoins, économiquement rationnel et bien conçu*

40. Les programmes d'alimentation scolaire doivent répondre aux besoins et être conçus sur la base d'une évaluation précise du contexte du pays.

⇒ *Solides dispositifs institutionnels d'exécution, de suivi et d'obligation redditionnelle*

41. Une institution gouvernementale ou un ministère devrait être chargé de l'exécution du programme d'alimentation scolaire. Les ressources, le personnel, les compétences en gestion, les connaissances et les technologies nécessaires devraient être mis à disposition. Un solide dispositif d'exécution est requis pour garantir une gestion transparente des produits alimentaires et des ressources, grâce à des systèmes appropriés de suivi et de communication de l'information.

⇒ *Stratégie de production et d'approvisionnement locaux*

42. Il est crucial d'acheter les produits alimentaires sur les marchés locaux pour assurer la durabilité et stimuler les économies locales. Un équilibre doit être trouvé entre achats locaux, nationaux et internationaux pour appuyer les économies locales sans mettre la filière d'approvisionnement en péril.

⇒ *Partenariats et coordination intersectorielle solides*

43. Des programmes d'alimentation scolaire bien conçus supposent la participation de nombreux secteurs. Ils relient l'alimentation scolaire aux autres programmes de santé et de nutrition ou de protection sociale, et comprennent un dispositif de coordination et des partenariats opérationnels solides.

⇒ *Participation et appropriation solides de la communauté*

44. Les programmes d'alimentation scolaire les plus solides sont ceux qui sont pris en main localement, répondent aux besoins des communautés et comportent une contribution des parents ou de la communauté, sous une forme ou sous une autre.

Le rôle du PAM

45. En matière d'alimentation scolaire, le rôle du PAM dépend du degré d'avancement de la phase de transition d'un programme d'alimentation scolaire (voir les étapes de la transition au paragraphe 57 de la partie intitulée "La viabilité grâce au développement des capacités). Les atouts de l'assistance du PAM sont les suivants:

- **Compréhension approfondie.** Le PAM aide les pouvoirs publics, les donateurs et les autres parties prenantes à mieux comprendre l'alimentation scolaire et explique qu'elle est un moyen efficace de lutte contre la faim que les gouvernements peuvent employer pour réduire la faim et la pauvreté, et améliorer la nutrition, la santé et l'éducation.
- **Analyse et conseil.** Le PAM, à l'invitation des gouvernements, offre un appui en matière d'analyse et de conseil sur le rapport coût-efficacité et la maîtrise des coûts en vue d'améliorer la conception et l'exécution des programmes d'alimentation scolaire. Il offre aussi des conseils sur les autres filets de sécurité qu'il est possible de mettre en place.



- **Appui à la coordination.** Le PAM aide les pouvoirs publics à coordonner les stratégies nationales d'aide alimentaire en rassemblant les diverses parties prenantes pour élaborer une approche nationale efficace des programmes d'alimentation scolaire qui permette de réduire la faim et la pauvreté et d'améliorer la nutrition et la santé des enfants.
- **Développement des capacités et appui technique pour assurer la viabilité.** Le PAM fournit un appui technique multisectoriel pour développer les capacités des gouvernements de mettre en place des programmes d'alimentation scolaire conformes aux principes de conception et de mise en œuvre convenus afin de favoriser la viabilité, la maîtrise des coûts et l'évolutivité.
- **Appui à l'exécution.** Le PAM facilite la mise en œuvre nationale des programmes d'alimentation scolaire.
- **Financement et mobilisation de ressources.** Le PAM mobilise des ressources et contribue au financement des programmes d'alimentation scolaire nationaux.
- **Partenariats.** Le PAM entend coopérer avec les gouvernements et les partenaires pour que les programmes d'alimentation scolaire puissent être élargis, à l'échelon national, aux zones les plus vulnérables et les plus exposées à l'insécurité alimentaire.
- **Base de connaissances.** Le PAM entend travailler avec ses partenaires pour élaborer une base de connaissances mondiale sur les meilleures pratiques et la recherche.
- **Gestion axée sur les résultats.** Le PAM assure le suivi et l'évaluation des résultats qui sont attendus des activités planifiées et exploite les informations obtenues pour faciliter la prise de décisions, en tirer des enseignements et s'acquitter de ses obligations redditionnelles.

COMMENT LE PAM PROCÈDE-T-IL AU CIBLAGE?

46. L'alimentation scolaire est une activité qui permet d'atteindre les enfants vulnérables dans les écoles. Les enfants qui ne vont pas à l'école n'en bénéficient pas, mais les repas scolaires peuvent les inciter à s'y rendre
47. Le PAM appuie la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire attribués en fonction des besoins, dans les pays les plus pauvres, et il cible les plus vulnérables en s'appuyant sur les indicateurs relatifs à l'insécurité alimentaire, la pauvreté, le faible niveau d'instruction et la nutrition et en fonction des problèmes en rapport avec la situation des femmes et des filles.
48. L'alimentation scolaire est un outil de protection sociale particulièrement efficace lorsque tout est fait pour que les interventions ciblent les plus pauvres. Pour sélectionner les écoles qui permettront d'atteindre les enfants vulnérables qui souffrent de la faim, le point de départ est le ciblage géographique. Le rôle potentiel de l'alimentation scolaire est défini à partir d'une analyse de la sécurité alimentaire et de la pauvreté, et d'une évaluation approfondie des problèmes en matière de faim, d'éducation, de nutrition et de santé.
49. Le ciblage géographique infranational identifie les zones caractérisées par un niveau élevé d'insécurité alimentaire et de malnutrition et par des problèmes d'éducation (nombre élevé d'enfants non scolarisés, importance des écarts de taux de scolarisation liés au sexe et au niveau social, faible taux de persévérance scolaire chez les filles, etc.).



50. Durant la phase de conception des programmes, il faut parfois s'appuyer sur d'autres critères relatifs à l'insécurité alimentaire, à la dénutrition, aux caractéristiques sociales et à l'éducation pour déterminer les zones infranationales où l'alimentation scolaire est particulièrement nécessaire, ou pour cibler des groupes vulnérables spécifiques, les orphelins du sida ou les enfants qui travaillent.
51. Lorsque le ciblage s'applique à des zones urbaines, il devient difficile de distinguer les écoles exposées à l'insécurité alimentaire dans un environnement densément peuplé, tout en décourageant la migration entre les écoles et en assurant la sécurité du stockage. L'alimentation scolaire constitue néanmoins un filet de protection sociale adapté au milieu urbain et apporte des avantages nets sur le plan de l'éducation et de la nutrition. Le PAM élabore actuellement des directives de ciblage visant à atteindre les plus pauvres et les plus vulnérables dans les zones urbaines.
52. En principe, il convient de cibler toutes les écoles situées dans des zones exposées à l'insécurité alimentaire, afin d'éviter que les enfants ne changent d'établissement. Il faudrait en outre inclure tous les enfants d'une école pour empêcher la stigmatisation, mais aussi pour des raisons pratiques; le PAM cible donc les zones et les écoles les plus démunies plutôt que des personnes données.

DANS QUELS CONTEXTES L'ALIMENTATION SCOLAIRE EST-ELLE PRECONISEE?

53. L'alimentation scolaire peut être mise en œuvre dans une situation de crise ou d'urgence, après un conflit ou une catastrophe et dans les périodes de transition, ainsi que dans des situations stables. Dans une certaine mesure, les programmes d'alimentation scolaire peuvent servir de filet de protection sociale dans tous les contextes, en améliorant l'éducation et la nutrition et en assurant un transfert de valeur. La conception des programmes sera adaptée au contexte, notamment en ce qui concerne les effets directs et les produits attendus. Les huit critères de qualité décrits au paragraphe 36 sont applicables aux programmes d'alimentation scolaire dans tous les contextes et doivent être considérés comme des critères de référence pour planifier et exécuter des programmes pérennes.
54. La mise en place de filets de protection est liée à la capacité du gouvernement en situation d'urgence, de crise prolongée ou de crise chronique. Le PAM peut fournir un appui quand capacités nationales de création et de gestion des filets de protection évoluent.

L'alimentation scolaire en tant que filet de protection sociale en situation d'urgence et de crise prolongée, et pour prévenir le recours à des mécanismes de survie dangereux

55. Après le choc initial d'une crise, le système scolaire peut être un moyen efficace d'élargir les filets de protection sociale existants. Dans les situations d'urgence et de crise prolongée, les programmes d'alimentation scolaire doivent être axés sur les besoins et coordonnés avec les autres interventions visant à subvenir aux besoins alimentaires immédiats des communautés et à empêcher la dégradation de l'état sanitaire et nutritionnel des enfants.



56. Pendant les situations d'urgence, l'alimentation scolaire permet d'étendre le filet de protection sociale aux enfants et aux familles les plus durement touchés par les chocs. Elle incite les enfants à commencer ou à continuer d'aller à l'école en offrant un transfert correspondant à la valeur des aliments à la condition que les enfants fréquentent régulièrement l'école. Selon le Réseau interinstitutionnel pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE), l'appui apporté à l'éducation en période de crise peut donner un sentiment de structuration et de normalité, et protège des dangers, des enlèvements et de l'enrôlement dans des bandes armées. Elle permet de renforcer le capital social et la cohésion sociale.
57. Dans les situations de catastrophe naturelle, de conflit et de chocs saisonniers, le dispositif d'alimentation scolaire peut être un filet de protection sociale. Il sera parfois nécessaire de l'adapter pour répondre à des besoins alimentaires temporaires, dans les cas où les capacités sont très limitées et où l'alimentation scolaire est principalement financée par des donateurs extérieurs. Il pourra par exemple être nécessaire de fournir des rations à emporter pendant toute la durée de la période de vulnérabilité, indépendamment du calendrier scolaire.

L'alimentation scolaire en tant que filet de protection sociale à la suite d'un conflit, d'une catastrophe ou en période de transition

58. Durant les phases de redressement, les programmes d'alimentation scolaire peuvent fournir un filet de protection sociale à travers la remise sur pied du système éducatif, par exemple en lançant des campagnes de "retour à l'école" après les conflits, qui atteignent les enfants déplacés et facilitent le retour des enfants soldats à la vie civile; ils peuvent également encourager le retour des personnes déplacées et des réfugiés: l'existence d'une cantine signifie que des services de base fonctionnent de nouveau et qu'ils peuvent rentrer sans danger.
59. L'alimentation scolaire contribue aussi à favoriser le retour à la normale pour les enfants et à renforcer la cohésion sociale après les périodes de bouleversement. Quand les pays commencent à élaborer des politiques visant à passer à des programmes à plus long terme, les gouvernements y consacrent plus de ressources.

L'alimentation scolaire en tant que filet de protection sociale dans les situations de faim chronique

60. Dans des situations plus stables, les programmes d'alimentation scolaire devraient devenir un filet de protection sociale de plus en plus complet dans le cadre des stratégies et des programmes gouvernementaux visant à atténuer la faim et la pauvreté. Le potentiel que représentent les programmes d'alimentation scolaire, qui permettent de combiner une aide sur le plan de la nutrition, la santé et l'éducation et un transfert de revenu, est nettement plus important lorsque les programmes font partie d'une stratégie nationale.
61. Dans les pays dotés d'un système de protection sociale, le PAM pourra fournir une assistance technique pour améliorer le fonctionnement, la qualité et le ciblage des programmes nationaux d'alimentation scolaire.



À QUI S'ADRESSENT LES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE DU PAM?

62. Dans les zones géographiques ciblées, les écoles bénéficiant de l'alimentation scolaire doivent suivre le programme officiel ou national. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent cibler les catégories de bénéficiaires suivantes:
- **Les enfants inscrits dans des externats primaires.** Les programmes qui bénéficient de l'aide du PAM sont principalement mis en œuvre dans des externats primaires officiels financés par les gouvernements.
 - **Les enfants inscrits dans des établissements préscolaires.** Les enfants peuvent être pris en charge dans des centres d'éveil, des crèches, des jardins d'enfants et d'autres structures qui répondent à des normes de qualité minimales et assurent des activités éducatives dans le cadre du système éducatif public.
 - **Les enfants inscrits dans des externats secondaires.** Les élèves du secondaire peuvent bénéficier d'une aide, lorsque leur établissement prend en charge des populations vulnérables dont il ne fait aucun doute qu'elles sont confrontées à de sérieuses difficultés en matière d'accès à l'éducation ou de capacités d'apprentissage. Des rations à emporter peuvent par exemple être distribuées aux filles, pour les encourager à suivre le premier cycle de l'enseignement secondaire.
 - **Les enfants fréquentant un internat du primaire ou du secondaire.** Les programmes d'alimentation scolaire sont réservés aux établissements qui offrent à une population vulnérable clairement identifiée le seul accès possible à l'éducation.
 - **Les enfants qui participent à des programmes d'apprentissage dans un cadre informel.** Les enfants d'âge scolaire qui échappent au système éducatif formel, en milieu rural ou urbain, peuvent bénéficier de l'alimentation scolaire, si les programmes d'apprentissage informels concordent avec les programmes nationaux.
 - **Les cuisiniers et les enseignants.** Les cuisiniers et les enseignants peuvent prendre un repas à l'école. Pour cela, il faut que le PAM et le gouvernement concluent un accord au niveau du pays. Quant à fournir des rations à emporter aux enseignants à titre incitatif, le dispositif est très rare et doit faire partie d'une stratégie convenue avec le gouvernement et les donateurs concernés, assortie d'une durée précise. Les rations ne doivent être fournies qu'en dernier recours, lorsqu'elles constituent la seule forme de paiement possible.

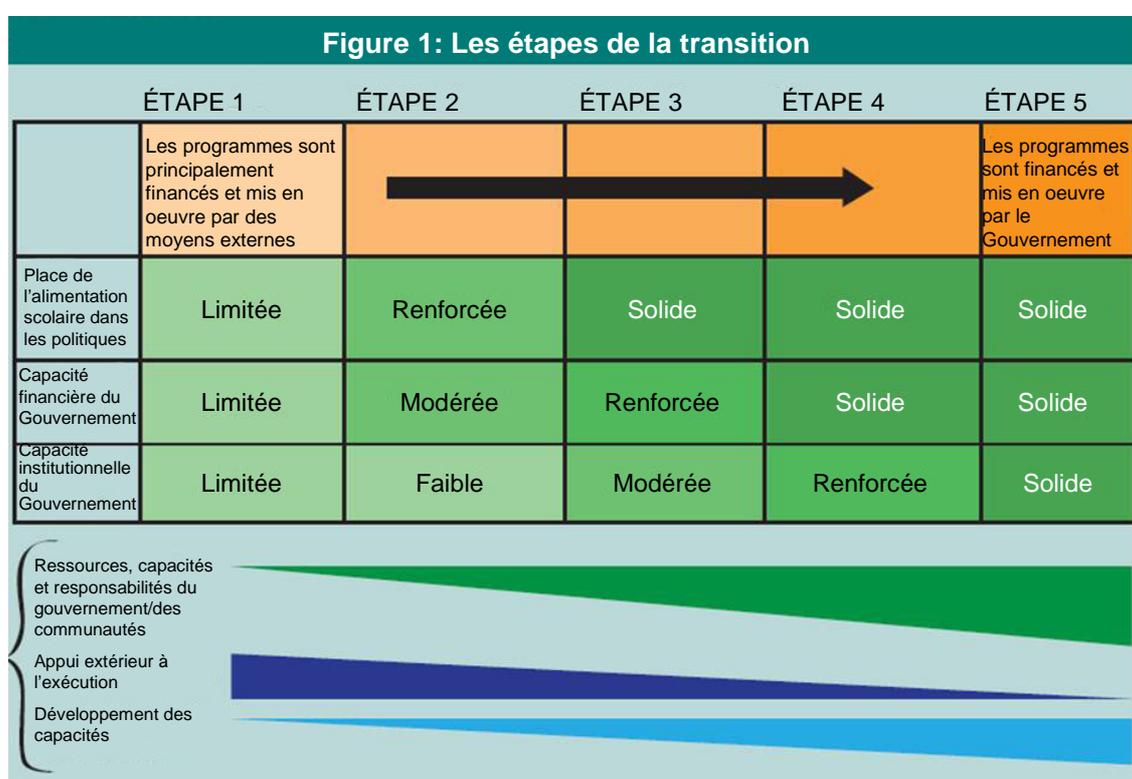
LA VIABILITE GRACE AU DEVELOPPEMENT DES CAPACITES

Développement des capacités gouvernementales et transition vers la prise en charge des programmes par les gouvernements

63. Tout programme d'alimentation scolaire bien conçu est un programme viable. Au cours des 45 dernières années, le PAM a remis des programmes d'alimentation scolaire entre les mains des pouvoirs publics dans 31 pays, qui les proposent toujours aujourd'hui. Deux de ces pays gèrent les plus grands programmes d'alimentation scolaire au monde: l'Inde et le Brésil. Plus récemment, El Salvador, l'Équateur et le Pérou sont passés d'un financement extérieur à une prise en charge nationale.



64. Il est peu probable que les pays les plus pauvres disposent à court terme de ressources suffisantes pour financer en totalité les programmes d'alimentation scolaire; néanmoins, s'ils bénéficient d'un appui et de conseils adéquats, ils devraient pouvoir, avec le temps, aspirer à atteindre cet objectif. D'après une recherche récente de la Banque mondiale et du PAM, l'alimentation scolaire devient proportionnellement moins coûteuse et plus accessible à mesure que le pays se développe³⁴.
65. Parvenir à la viabilité prend du temps et les programmes d'alimentation scolaire doivent franchir de nombreuses étapes (voir figure 1). Pour parvenir à des programmes nationaux viables, l'alimentation scolaire doit faire partie intégrante des stratégies nationales. À mesure que ses capacités montent en puissance et qu'il prend l'initiative, passant progressivement de l'étape 1 à l'étape 5, le gouvernement assume de plus en plus la responsabilité des programmes d'alimentation scolaire. Le PAM veillera à ce que ses huit critères de qualité soient pris en compte dans ses programmes (voir le paragraphe 36).



66. Le PAM veillera à ce que tous les programmes comportent une stratégie de transition qui décrive clairement comment le Programme et le gouvernement vont travailler à réunir les conditions propices à un programme d'alimentation scolaire viable. Cette stratégie reposera sur une évaluation approfondie et elle tiendra compte des ressources techniques et financières des pays et des perspectives de voir ces capacités augmenter. Elle prévoira des objectifs clairs et réalistes, des cibles, des étapes et un calendrier définissant les actions à entreprendre et la répartition des responsabilités en vue de la prise en charge du programme par le gouvernement.
67. Lorsqu'un gouvernement aura sollicité l'aide du PAM, ce dernier poursuivra les activités d'alimentation scolaire, sous réserve que les ressources le permettent, jusqu'à ce que le gouvernement dispose des capacités techniques et financières lui permettant de gérer et de mettre en oeuvre son propre programme.

68. Le renforcement des capacités et le processus de transition sont importants, mais il est probable que l'appui à l'exécution devra se poursuivre pendant plusieurs années, en coordination avec des programmes appuyés par des ONG et les gouvernements, jusqu'à ce que les capacités des instances nationales aient suffisamment progressé. Le PAM coopérera avec le gouvernement en vue d'harmoniser tous les programmes d'alimentation scolaire lancés dans le pays.
69. La poursuite de l'appui technique multisectoriel et du renforcement des capacités tout au long du projet, mais aussi durant la phase de retrait et au-delà, est décisive pour assurer un transfert adéquat des compétences ainsi que la pérennité des avantages, longtemps après la cessation de l'aide extérieure. La formation des responsables locaux et gouvernementaux renforce différentes catégories de capacités, à tous les niveaux, en vue d'une gestion rationnelle des programmes d'alimentation scolaire. Le PAM cherche à collaborer avec les gouvernements pour renforcer les capacités.
70. L'achat local des produits destinés à l'alimentation scolaire est un outil important pour assurer la viabilité et le transfert des responsabilités. Le fait d'associer les programmes d'alimentation scolaire à la production locale, y compris les capacités locales de meunerie et d'enrichissement, a des effets positifs pour les enfants, les petits exploitants et l'économie locale. Le PAM entend créer des synergies entre les programmes d'alimentation scolaire et d'autres programmes à caractère social ou agricole, pour apporter aux enfants l'éducation dont ils ont besoin tout en soutenant le développement agricole et économique.
71. À mesure que le PAM renforcera son appui aux programmes nationaux d'alimentation scolaire, passera de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire et élargira sa panoplie d'outils destinés à l'alimentation scolaire, il sera de plus en plus à même de favoriser les achats locaux et d'utiliser les moyens financiers pour aider les gouvernements à évaluer le potentiel des différents modèles d'alimentation scolaire. Il convient d'envisager différents modèles – centralisé, décentralisé ou axé sur l'école – et de les adapter à chaque contexte. Le PAM aidera les gouvernements nationaux à étudier l'adéquation et l'efficacité des modèles de mise en œuvre envisageables (voir le tableau 1).

TABLEAU 1: MODÈLES D'ALIMENTATION SCOLAIRE

	Description
Centralisé	Les aliments sont importés ou font l'objet d'achats centralisés avant d'être distribués dans les écoles; les programmes d'alimentation scolaire traditionnels suivent ce modèle.
Décentralisé	Le gouvernement transfère des fonds aux autorités locales qui passent des marchés avec des fournisseurs pour les aliments qui serviront à préparer les repas scolaires.
Axé sur les écoles	Le gouvernement ou d'autres acteurs fournissent aux écoles des fonds ou des bons d'alimentation pour qu'elles puissent acheter des aliments sur les marchés ou en s'adressant à des agriculteurs ou des coopératives.
Axé sur les communautés	Les communautés qui en ont les moyens fournissent les aliments à l'école, envoient les enfants avec un panier repas ou payent les écoles pour qu'elles assurent les repas.
Panaché	Un panachage des modèles ci-dessus permet de s'adapter aux différents contextes.

PARTENARIATS

72. Il est essentiel d'établir des partenariats avec toutes les parties prenantes pour assurer l'éducation ainsi que la santé et la nutrition des enfants à l'école. Le PAM a pleinement conscience que l'alimentation ne peut avoir un effet important sur la vie des enfants que si elle fait partie d'un ensemble d'interventions concernant l'éducation, la santé et la nutrition. Il est généralement admis que la distribution d'aliments doit s'accompagner d'interventions complémentaires afin de renforcer l'impact des programmes d'alimentation scolaire, et qu'elle doit être associée à la production locale dans toute la mesure possible afin d'assurer la viabilité. Le PAM a adopté l'Enveloppe d'interventions essentielles qu'il considère comme l'un des investissements les plus efficaces pour garantir la santé des personnes et des sociétés. Cette panoplie d'interventions recommande d'appliquer l'éducation de base et renforce le regroupement des interventions de santé et de nutrition à l'école. Le PAM soutient également le projet "Concentrer les ressources pour promouvoir la santé à l'école" (FRESH).
73. **Gouvernement.** Répondant aux demandes concernant la création de filets de protection efficaces, le PAM aidera les gouvernements à mettre en place des interventions d'alimentation scolaire de qualité dans le cadre des systèmes nationaux d'éducation ainsi que de santé et de nutrition à l'école. Le PAM appuiera les mécanismes de coordination mis en place par les gouvernements pour agir avec le concours d'autres parties prenantes dans les domaines de l'éducation de base, de la santé et de la nutrition, afin d'intervenir dans le cadre d'une démarche globale. Le Programme aidera les gouvernements à se rapprocher du secteur privé et à envisager de faire appel à la coopération Sud-Sud et au mentorat pour augmenter les capacités de leur pays.
74. **Organismes et réseaux régionaux.** Le PAM appuiera les organismes, les comités et les réseaux régionaux concernés par l'alimentation ou par la santé et la nutrition à l'école et collaborera avec eux pour mobiliser les principaux intervenants et parties prenantes dans le cadre des opérations d'alimentation scolaire. Le Programme renforcera notamment son partenariat avec le NEPAD pour associer l'alimentation scolaire à la production locale.
75. **Banque mondiale.** Le partenariat stratégique entre la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial s'est encore renforcé avec la publication, en juin 2009, d'un ouvrage intitulé *Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development and the Education Sector*. Le PAM entend collaborer avec la Banque mondiale dans le cadre d'une stratégie de recherche conjointe et en fournissant de concert un appui technique à l'alimentation scolaire dans les pays qui en ont le plus besoin. La Banque mondiale et le Programme chercheront également à unir leurs forces pour étendre les programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu qui subissent les répercussions sociales de la crise mondiale actuelle et sont demandeurs de ce type d'interventions.
76. **Nations Unies et ONG partenaires.** Le PAM continuera de travailler avec l'UNICEF, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la FAO, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et d'autres partenaires dans le domaine de l'alimentation scolaire, notamment les ONG World Vision International, Catholic Relief Services, le Conseil norvégien pour les réfugiés, Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE International) et Joint Aid Management. Le PAM passe par l'intermédiaire des modules d'action groupée concernant l'éducation et assure la coordination avec ses partenaires pour répondre aux besoins des enfants dans les situations d'urgence.



77. Le PAM est membre du Comité permanent de la nutrition et préside le Groupe de travail sur la nutrition des enfants d'âge scolaire, qui permet d'échanger les dernières informations, qu'il s'agisse de données factuelles, de programmes ou d'innovations.
78. Le PAM continue de participer activement à l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous, au sein de laquelle les donateurs font en sorte que les pays qui ont une politique d'éducation satisfaisante et dont les plans d'éducation sont validés disposent d'un financement suffisant et prévisible.
79. Le PAM est un membre actif du module d'éducation dans les interventions humanitaires en situation d'urgence et fait partie de l'INEE, qui offre un cadre général permettant de nouer des partenariats.
80. Le PAM continuera d'intensifier son partenariat avec la Clinton Global Initiative, les organisations Deworm the World, Feed the Children, Global Child Nutrition Foundation, Joint Aid Management, la Fondation Bill et Melinda Gates et le Partenariat pour le développement de l'enfant du Collège impérial de Londres; le Programme renforcera aussi sa collaboration avec des instituts de recherche et des établissements universitaires tels que l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Le PAM participera également au réseau structuré sur l'alimentation scolaire que dirigera Joint Aid Management, qu'il a été décidé de constituer lors de la table ronde des ONG sur l'alimentation scolaire et du forum mondial de la nutrition de l'enfant tenus en mai 2009.
81. Le PAM resserrera ses liens avec le secteur privé pour ses activités d'alimentation scolaire. Le secteur privé offre un large potentiel de ressources propres à soutenir l'alimentation scolaire et fournit un appui, des solutions et des conseils techniques. Le Programme continuera notamment de cultiver des partenariats fructueux avec les partenaires privés TNT, UNILEVER, Yum! Brands, DSM et BCG.
82. **Communautés.** Dans la mesure du possible, les programmes prévoient une participation accrue des communautés, afin d'en faire des partenaires à part entière. Les partenariats avec des intervenants locaux tels que les communes, les groupes de femmes et les associations de jeunes jouent un rôle important pour convaincre les gouvernements d'assurer la viabilité des programmes d'alimentation scolaire. Il faudra prendre soin de ne pas alourdir à l'excès la tâche des communautés, surtout en situation de crise ou d'après-crise. Les comités de parents doivent être associés à la gestion des programmes du PAM, et celui-ci encourage particulièrement la pleine participation des femmes en leur sein (au moins 50 pour cent).

LES PRINCIPES DU PAM EN MATIÈRE DE CONCEPTION ET D'EXECUTION DES INTERVENTIONS D'ALIMENTATION SCOLAIRE

83. Tous les programmes d'alimentation scolaire appuyés par le PAM devront obligatoirement suivre un processus de consultation, d'évaluation, de coordination et de conception.
84. Le PAM s'attachera à faire en sorte que les écoles reçoivent des aliments de qualité adaptée, en quantité suffisante et en temps voulu.
85. Le PAM aidera les gouvernements nationaux à collaborer avec divers acteurs s'agissant de l'Enveloppe d'interventions essentielles pour améliorer la santé et la nutrition des enfants d'âge scolaire. L'Enveloppe d'interventions essentielles comprend: i) l'éducation de base; ii) l'alimentation scolaire; iii) la promotion de l'éducation des filles; iv) l'eau potable



et des latrines hygiéniques; v) l'éducation en matière de santé, de nutrition et d'hygiène; vi) le déparasitage systématique; vii) la supplémentation en micronutriments; viii) l'éducation en matière de VIH/sida; ix) un appui psychosocial; x) la prévention du paludisme; xi) les potagers scolaires; et xii) des fourneaux améliorés et des parcelles boisées.

86. Le PAM veillera à ce que les repas scolaires soient nutritifs et à les enrichir si nécessaire; il fera également en sorte qu'ils soient servis au bon moment de la journée afin d'obtenir un impact maximum.
87. Le PAM s'assurera que l'alimentation scolaire soit associée à un programme de déparasitage dans les zones de forte prévalence des infestations parasitaires.
88. Le PAM n'apportera son concours aux interventions d'alimentation scolaire qu'à condition de disposer des éléments de base indispensables à la mise en œuvre d'un programme d'alimentation scolaire, à savoir le matériel nécessaire à la cuisson et au stockage des aliments et la possibilité d'accéder à l'école afin de procéder aux livraisons d'aliments et d'assurer le suivi.
89. Le PAM veillera en priorité à ce qu'une eau salubre soit disponible pour la cuisson des repas scolaires. Il s'assurera également en priorité que les écoles disposent de fourneaux économes en combustible afin de réduire la quantité de bois de chauffe consommée pour préparer les repas scolaires et d'améliorer le bilan carbone. À la demande du gouvernement, et lorsqu'il n'est pas possible de faire appel à d'autres partenaires, le PAM apportera son concours aux activités complémentaires nécessaires dans le cadre de ses programmes et assurera une qualité technique satisfaisante.
90. Les programmes du PAM peuvent également appuyer la réalisation d'autres activités complémentaires lorsqu'un financement est disponible; il pourra par exemple s'agir de mettre ou remettre en place des installations de base pour cuisiner et entreposer les aliments, des infrastructures scolaires, des parcelles boisées, des barrières de sécurité, des activités génératrices de revenus ou encore des routes d'accès.
91. Le PAM financera des potagers scolaires en raison de leur vocation éducative pour les enfants. Dans certains cas, ces potagers peuvent compléter les repas scolaires, mais ils ne pourront suffire à les approvisionner lorsque le PAM se sera retiré.
92. Le PAM veillera à ce que l'assortiment alimentaire offre la meilleure qualité possible, en tenant compte des objectifs du pays, des coutumes locales, des goûts et de la possibilité de trouver sur place des aliments et des produits nutritifs.
93. Les gouvernements et le PAM devront s'assurer du respect des normes de sécurité sanitaire des produits alimentaires au cours des phases d'achat, de transport, d'entreposage et de distribution finale. Faire connaître dans les écoles les normes de sécurité sanitaire concernant les produits alimentaires, les installations d'entreposage et de préparation des aliments doit être une composante du programme d'alimentation scolaire.
94. Le PAM veillera à ce que des systèmes de suivi adéquats soient en place et effectuera des visites de suivi régulières et fréquentes pour garantir une couverture représentative. L'ensemble des irrégularités et des problèmes seront signalés et feront l'objet d'une action immédiate et d'un suivi.
95. Les programmes d'alimentation scolaire du PAM respectent les objectifs de la Politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes adoptée en 2009, eux-mêmes conformes à ceux de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, et ils s'appuient sur les Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes. En outre, ces programmes



soutiennent l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes, qui constituent des outils efficaces pour lutter contre la faim et favoriser le développement durable. Dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire, lorsque les taux de scolarisation et d'assiduité font apparaître un écart entre les sexes supérieur ou égal à 15 pour cent dans le primaire et 25 pour cent dans le secondaire au niveau d'un district ou d'un autre échelon infranational, pour inciter les filles, les garçons orphelins et les autres enfants vulnérables à fréquenter l'école, le PAM fournira des rations à emporter.

96. Le PAM respecte les normes éducatives prévues pour les situations d'urgence, notamment les Normes minimales pour l'éducation en situation d'urgence, de crise chronique et de début de reconstruction élaborées par l'INEE, et il encourage ses partenaires à faire de même.
97. Dans certains cas, par exemple ceux qui ne font plus partie des pays les moins avancés et des pays à faible revenu et à déficit vivrier, le gouvernement a pris en charge l'alimentation scolaire et le PAM joue le rôle de prestataire de services dans le cadre de programmes gérés par le gouvernement. Le Programme pourra par exemple fournir un appui en matière de logistique, d'achats et de suivi, à condition que le gouvernement accepte le principe de recouvrement total des coûts, y compris l'ensemble des frais généraux du PAM.
98. En période de crise, les écoles peuvent servir de lieu de distribution. Cette fonction n'est pas considérée comme faisant partie de l'alimentation scolaire dans la mesure où la distribution d'une assistance n'est pas subordonnée à l'assiduité des enfants. Toutefois, elle demeure une solution utile pour appuyer les communautés en cas de crise. Lorsque les écoles servent de centres de distribution, le PAM restera attentif aux éventuelles répercussions négatives que pourraient avoir des distributions de courte durée au niveau éducatif.
99. Le PAM analysera le contexte pour réduire au minimum les risques pouvant appeler une protection tels que la violence à l'égard des élèves, en particulier les filles, qui pourraient survenir dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire.

SUIVI, EVALUATION ET MESURE DES RESULTATS

100. Le PAM veillera à ce qu'un système rigoureux de suivi et d'évaluation soit en place pour mesurer les progrès et les résultats.
101. Pour comprendre comment les enfants, leur famille et leur communauté tirent avantage de l'alimentation scolaire et d'autres activités associées, il est fondamental de disposer d'informations sur les résultats des interventions. Il est indispensable d'inclure une stratégie de suivi et d'évaluation dans la conception du programme.
102. Pour mesurer les résultats, il faut avoir clairement défini les objectifs et les cibles. Les résultats dépendront du contexte du pays et des indicateurs de résultats qui permettent de contrôler les effets directs, les produits et les résultats de processus directement liés aux aliments ou à d'autres intrants. Un modèle logique qui expose les effets directs et l'incidence à long terme de l'alimentation scolaire est présenté à l'annexe II. Sur cette base, une stratégie de suivi plus détaillée pourra être élaborée concernant l'alimentation scolaire.
103. Les rapports normalisés sur les projets établis chaque année permettent d'obtenir des données relatives aux effets directs pour tous les programmes d'alimentation scolaire du PAM et servent de fondement pour évaluer le contexte éducatif dans lequel les activités sont mises en œuvre. Ces rapports font également ressortir les incidences positives que



peuvent avoir les effets directs associés aux programmes d'alimentation scolaire du PAM sur le plan éducatif.

104. Il est important qu'une stratégie de suivi précise les méthodes et la fréquence de collecte de données qualitatives et quantitatives. Les données sur les produits doivent être recueillies dans le cadre d'un suivi régulier; certaines données sur les effets directs seront recueillies au moyen d'enquêtes spéciales effectuées dans un échantillon d'écoles.
105. Le PAM reste résolu à recueillir des données de référence et de suivi pour les programmes d'alimentation scolaire au moyen de l'Enquête normalisée sur l'alimentation scolaire, précieux outil de mesure des effets directs. Dans les rapports normalisés sur les projets, le PAM fera état chaque année des principales informations sur les effets directs, en utilisant les données collectées dans le cadre du suivi-évaluation habituel des projets et de l'Enquête normalisée sur l'alimentation scolaire.
106. Le PAM est déterminé à promouvoir la transparence, la bonne gouvernance et l'obligation de rendre des comptes auprès des gouvernements, des communautés bénéficiaires et des parties prenantes. Il appuiera les stratégies tendant à réduire les irrégularités et l'utilisation abusive des ressources et veillera à ce que les systèmes de suivi encouragent le contrôle et l'obligation de rendre des comptes.

ANNEXE I

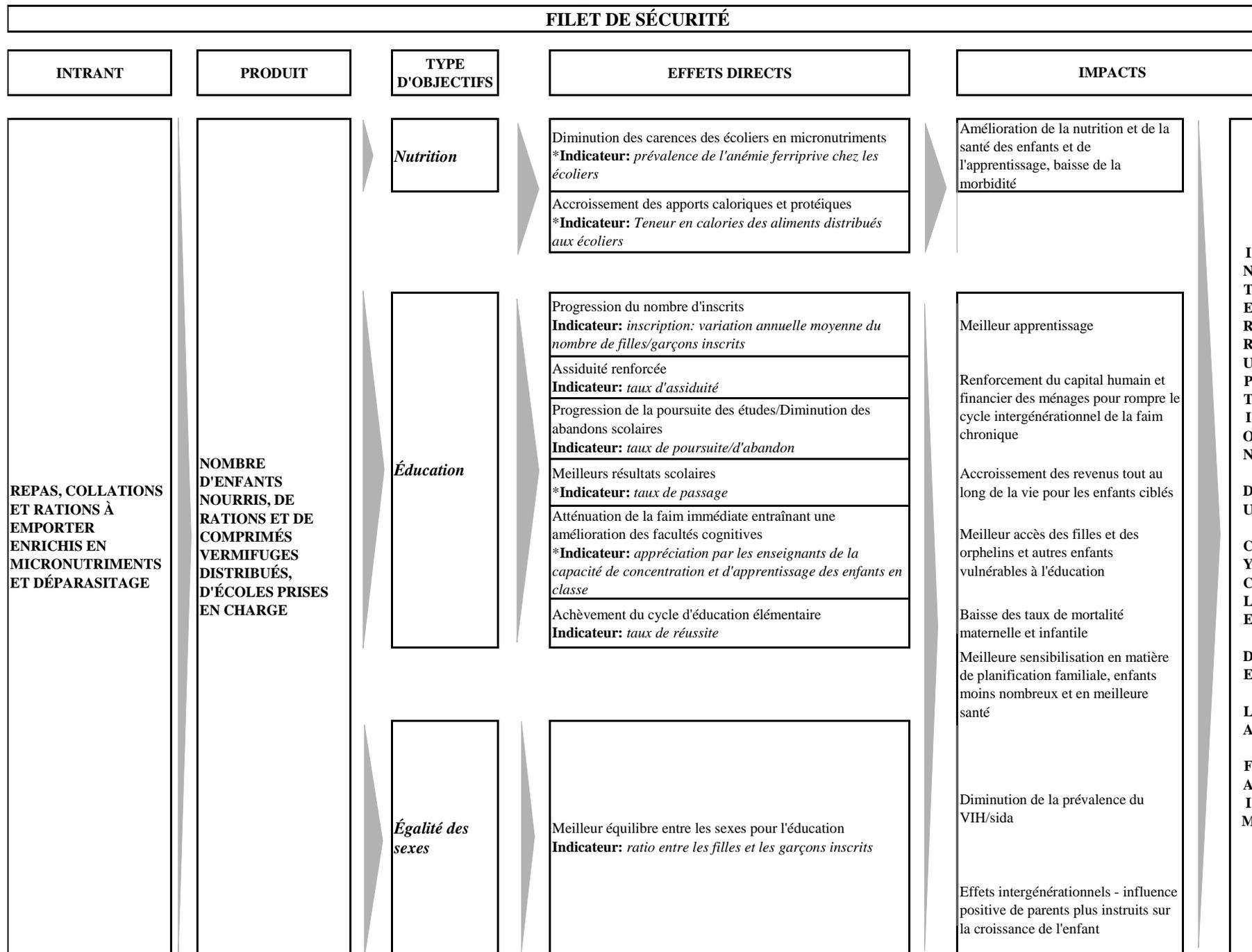
INDICATEURS ASSOCIES A CHAQUE PRINCIPE DIRECTEUR

Principe 1: Viabilité à terme
Indicateur 1: le programme comporte une stratégie de transfert de responsabilités qui prévoit des étapes, des objectifs en matière de calendrier et des critères de réalisation.
Principe 2: Alignement satisfaisant sur les politiques et programmes nationaux
Indicateur 1: la stratégie nationale de réduction de la pauvreté fait état de l'alimentation scolaire à titre d'intervention de protection sociale et d'éducation.
Indicateur 2: les politiques et stratégies sectorielles font état de l'alimentation scolaire à titre d'intervention de protection sociale liée à l'éducation et à la nutrition (plan sectoriel pour l'éducation, politique de nutrition, politique de protection sociale).
Indicateur 3: il existe une politique spécifique pour l'alimentation scolaire ou associée à la santé et à la nutrition à l'école, qui définit les objectifs, la justification, la portée, l'élaboration et le financement du programme.
Principe 3: Financement et budgets stables
Indicateur 1: il existe une ligne budgétaire consacrée à l'alimentation scolaire et un financement public, outre les budgets de financement de l'alimentation scolaire et les fonds extrabudgétaires accordés par le PAM ou les ONG.
Indicateur 2: le financement des donateurs – qu'il passe par le gouvernement, le PAM, les ONG ou autres – est stable et, si possible, pluriannuel, afin d'assurer la couverture des besoins des programmes d'alimentation sans rupture d'approvisionnement.
Indicateur 3: les structures du district, de la région et du pays incluent l'alimentation scolaire dans leurs budgets et leurs plans annuels.
Principe 4: Programme axé sur les besoins, économiquement rationnel et bien conçu
Indicateur 1: le programme présente des objectifs et des justifications appropriés qui correspondent au contexte et au cadre politique.
Indicateur 2: le programme répond à des besoins et définit des groupes cibles et des critères de ciblage appropriés, qui correspondent à ses objectifs et son contexte.
Indicateur 3: le programme prévoit des modèles d'alimentation scolaire appropriés et des modalités d'approvisionnement et un assortiment alimentaire (y compris l'enrichissement en micronutriments et le déparasitage) adaptés au contexte, aux objectifs, aux coutumes et aux goûts locaux, aux aliments disponibles sur place, aux coûts et au contenu nutritionnel.
Principe 5: Solides dispositifs institutionnels d'exécution, de suivi et d'obligation redditionnelle
Indicateur 1: une institution nationale est chargée de mettre en œuvre l'alimentation scolaire.
Indicateur 2: au sein de cette institution nationale, un service spécifique est chargé d'assurer la gestion d'ensemble de l'alimentation scolaire au niveau central; il dispose d'effectifs, de moyens et de connaissances suffisants.
Indicateur 3: il existe des effectifs et des moyens suffisants pour la gestion et l'exécution au plan régional.
Indicateur 4: il existe des effectifs et des moyens suffisants pour la gestion et l'exécution au plan des districts.
Indicateur 5: il existe des effectifs et des moyens suffisants pour la gestion et l'exécution au niveau des écoles.
Indicateur 6: un système de suivi et d'évaluation doté de moyens suffisants est en place et fonctionne; il s'intègre dans les structures de l'institution de tutelle et il est utilisé pour la mise en œuvre et le retour d'informations.
Indicateur 7: l'approvisionnement et la logistique sont organisés autour des achats locaux dans la mesure du possible, compte tenu des coûts, des capacités des responsables de l'exécution, de la capacité de production du pays, de la qualité des aliments et de la stabilité de la filière d'approvisionnement.

Principe 6: Stratégie de production et d'approvisionnement locaux
Indicateur 1: une étude de faisabilité analysant les perspectives d'accès des petits paysans aux marchés est prévue.
Indicateur 2: l'approvisionnement et la logistique sont organisés à partir d'une analyse de la demande et de l'offre et font appel, aussi souvent que possible, à un approvisionnement aussi local que possible; une stratégie d'intégration progressive des petits paysans est en place.
Indicateur 3: des dispositions sont prises pour assurer la qualité et l'hygiène des denrées alimentaires.
Indicateur 4: la stabilité de l'approvisionnement est prise en compte et des mesures d'urgence sont prévues en cas de rupture de la filière d'approvisionnement.
Principe 7: Partenariats et coordination intersectorielle solides
Indicateur 1: l'alimentation scolaire est associée à d'autres programmes ou activités concernant la santé et la nutrition ainsi que la protection sociale en milieu scolaire.
Indicateur 2: il existe un dispositif de coordination intersectoriel pour l'alimentation scolaire qui est opérationnel et intègre tous les intervenants de l'institution.
Indicateur 3: le programme est conçu et mis en œuvre en partenariat avec tous les secteurs concernés, les organismes internationaux, les ONG, le secteur privé et les acteurs économiques locaux.
Principe 8: Participation et appropriation solides de la communauté (enseignants, parents, enfants)
Indicateur 1: la communauté a participé à la conception du programme.
Indicateur 2: la communauté participe à la mise en œuvre du programme.
Indicateur 3: la communauté contribue (dans la mesure du possible) à fournir les ressources du programme.

ANNEXE II - MODÈLE LOGIQUE DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE

FILET DE SÉCURITÉ



* Indicateurs n'apparaissant pas actuellement dans le Cadre de résultats stratégiques

FILET DE SÉCURITÉ

INTRANT	PRODUIT	TYPE D'OBJECTIFS	EFFETS DIRECTS	IMPACTS
<p>REPAS, COLLATIONS ET RATIONS À EMPORTER ENRICHIS EN MICRONUTRIMENTS ET DÉPARASITAGE</p>	<p>NOMBRE DE MÉNAGES BÉNÉFICIAIRE DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE</p>	<p><i>Transfert de valeur</i></p>	<p>Augmentation des revenus des ménages *Indicateur: valeur monétaire des aliments transférés</p> <hr/> <p>Meilleure consommation alimentaire du ménage Indicateur: score de consommation alimentaire des ménages</p>	<p>Renforcement de la sécurité alimentaire</p> <p>Accroissement des investissements dans les actifs productifs des ménages</p> <p>Meilleur état sanitaire/nutritionnel des enfants non scolarisés et autres membres du ménage</p> <p>Baisse du recours à des mécanismes de survie dangereux</p> <p>Baisse du travail des enfants</p>
<p>POLITIQUE, PLANIFICATION ET CONSEILS TECHNIQUES POUR LES GOUVERNEMENTS</p>	<p>RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES INSTANCES NATIONALES IMPLIQUÉES DANS L'ALIMENTATION SCOLAIRE</p>	<p><i>Renforcement des capacités</i></p>	<p>Renforcement des capacités des gouvernements à planifier et mettre en œuvre l'alimentation scolaire *Indicateur: Plan d'action et étapes prévues pour atteindre les 8 principes directeurs: i) viabilité à terme; ii) alignement satisfaisant sur les politiques et programmes nationaux; iii) financement et budgets stables; iv) programme axé sur les besoins, économiquement rationnel et bien conçu; v) solides dispositifs institutionnels d'exécution, de suivi et d'obligation redditionnelle; vi) stratégie de production et d'approvisionnement locaux; vii) partenariats et coordination intersectorielle solides; et viii) participation et appropriation solides de la communauté.</p>	<p>Meilleure efficacité des politiques et programmes d'alimentation scolaire sur le plan de la réduction de la faim</p>
<p>ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES</p>	<p>ACHATS LOCAUX</p> <hr/> <p>ENVELOPPE D'INTERVENTIONS ESSENTIELLES</p> <hr/> <p>INFRASTRUCTURES SCOLAIRES</p>	<p><i>Alimentation scolaire en tant que plateforme d'activités complémentaires offrant des avantages socio-économiques plus étendus</i></p>	<p>Augmentation du revenu et des débouchés des agriculteurs grâce à l'achat de denrées produites et transformées localement pour l'alimentation scolaire *Indicateur: % des achats locaux dans les aliments distribués dans le cadre de l'alimentation scolaire</p> <hr/> <p>Promotion de l'Enveloppe d'interventions essentielles en milieu scolaire (eau potable, fourneaux économes en combustible, parcelles boisées) *Indicateur: proportion d'écoles pourvues des actifs en question</p> <hr/> <p>Amélioration des infrastructures scolaires (bâtiments, cantines, latrines, parcelles boisées) *Indicateur: proportion d'écoles pourvues d'actifs essentiels</p>	<p>Transformation de l'assistance alimentaire en investissement productif dans les communautés locales - Amélioration de l'économie locale</p> <hr/> <p>Extension des avantages socioéconomiques (réduction de la consommation de bois de chauffe, amélioration du bilan carbone, des infrastructures scolaires et de l'environnement éducatif)</p>



I
N
T
E
R
R
U
P
T
I
O
N

D
U

C
Y
C
L
E

D
E

L
A

F
A
I
M

* Indicateurs n'apparaissant pas actuellement dans le Cadre de résultats stratégiques

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

BCG	Boston Consulting Group
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FRESH	Concentrer les ressources pour promouvoir la santé à l'école
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
INEE	Réseau interinstitutionnel pour l'éducation dans les situations d'urgence
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OIT	Organisation internationale du Travail
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance